

Monsieur Le Président,

Respectueux des principes républicains de séparation des pouvoirs, Notre Syndicat laissera à la Justice le soin d'apporter les éclaircissements nécessaires dans l'affaire de l'ex-ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac. Cela n'empêchera cependant pas FO DGFIP de considérer que, lorsque l'on se veut le Saint-Just des Finances Publiques, on se doit d'être irréprochable tant fiscalement qu'au plan de la morale républicaine.

Les agents des Finances Publiques qui, à défaut du dépôt annuel de leur déclaration de revenus et du paiement de l'intégralité de leurs obligations fiscales font l'objet d'une procédure disciplinaire et qui sont soumis à un contrôle sur pièce quinquennal, sont aujourd'hui fortement inquiets des conséquences que cette affaire aura sur leurs relations avec tous les publics, particuliers et professionnels, et des répercussions éventuelles sur la réputation de leur Administration.

Dans un contexte de crise sociale et économique profonde, ils craignent en effet que, à cause de cette affaire, les incivilités, voire l'agressivité, soient multipliées et deviennent humainement ingérables.

Aujourd'hui les agents de la Direction Générale des Finances Publiques subissent de plein fouet la politique d'austérité prônée par l'ex-ministre du Budget. Ses conséquences négatives, tant sur les conditions de travail que sur l'exercice des missions, sont connues de tous : c'est le service public financier et fiscal qui est mis à mal au détriment de l'intérêt général de notre pays.

Les agents de la DGFIP, de par leur statut de fonctionnaires d'État, ont encore la possibilité de préserver la neutralité nécessaire pour assurer l'égalité de traitement des citoyens, mais ils savent aussi qu'une grave crise de confiance s'est installée, dont ils ne sauraient subir les effets négatifs.

Il appartient donc à la Direction Générale des Finances Publiques de tout mettre en œuvre pour rétablir rapidement la relation de confiance avec les usagers du service public financier et fiscal.

La France est « officiellement » entrée en récession, avec deux trimestres consécutifs où l'activité économique a chuté de 0,2%. L'Insee a par ailleurs revu à la baisse la chute du pouvoir d'achat des ménages en 2012 (-0,9%) et de la consommation (-0,4%). Au niveau européen, la récession se poursuit également.

Ces chiffres démontrent ce que nous expliquons depuis longtemps: l'austérité tue la croissance, l'emploi, le pouvoir d'achat et la consommation.

Il faut donc en sortir, tant au niveau des pays qu'au niveau européen et reprendre la main sur la censure des marchés financiers.

Cela justifie ainsi pleinement nos positions et revendications, qu'il s'agisse de l'augmentation des salaires, de la protection sociale collective, des retraites, de la politique industrielle et de l'avenir du service public républicain.

Il ne faut pas sortir d'une grande école pour comprendre que la baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation du chômage percutent, par ailleurs, fortement les recettes en matière de retraite.

Le répit de deux ans accordé par la Commission européenne s'accompagne d'engagements du gouvernement à poursuivre ou à mettre en œuvre des réformes dites structurelles pour réduire à 3% le déficit budgétaire.

Ainsi, lorsque le président de la République annonce des objectifs au niveau européen, cela continue à se situer dans le cadre du pacte budgétaire européen à l'origine de l'austérité et de la récession dans la zone euro.

Si les États-Unis et le Japon semblent renouer avec la croissance ce n'est pas en suivant la logique monétariste, mais avec un rôle de relance de leurs banques centrales. De même, quand sont annoncés des projets d'investissement pour l'avenir, voulant ainsi renouer avec le rôle de l'État, cela bute sur la réduction des dépenses publiques et l'affaiblissement, voire la disparition de services et compétences scientifiques et techniques.

Quant au dossier retraites, le président de la République a repris la vieille rengaine libérale selon laquelle l'espérance de vie augmentant, on doit travailler plus longtemps. Alors que l'espérance de vie en bonne santé diminue et que les régimes sont victimes avant toute chose de l'austérité.

Comment ne pas penser, dans ces conditions, que la conférence sociale de juin ne sera pas l'objet de tensions ?

Noisy le Grand le 11 juin 2013

Les représentants FO DGFIP